

serions sûrs de ne jamais manquer de rien et tout le monde ne s'en trouverait que mieux.

Si l'on veut en arriver à un compromis entre ces deux écoles, la reconnaissance de certains facteurs s'impose. Tout d'abord, même s'il est vrai que la production agricole est destinée avant tout à satisfaire les besoins alimentaires du genre humain, et le prix des produits devrait être mis à la portée de tous les consommateurs, cette affirmation ne saurait servir à prouver que les gens qui assurent cette production doivent être obligés de rester dans un état d'insécurité économique parce qu'ils ne peuvent s'organiser selon les méthodes employées dans l'industrie. Deuxièmement, même si les grandes sociétés ont vu leurs efforts couronnés de succès, cela n'est pas garant de réussite si l'on applique les mêmes principes aux programmes de productions vivrières.

Dans les industries organisées, chaque élément des opérations est assujéti au contrôle humain, tandis que dans la production des denrées, les hommes n'ont absolument aucun contrôle sur le facteur le plus important, les conditions atmosphériques. L'année 1962 en est un exemple. En effet, 90 p. 100 de la récolte de foin dans l'Est canadien a été presque ruinée par suite du mauvais temps. Des milliers d'acres de foin n'ont pas été moissonnés du tout. Dans certains cas, la moitié de toutes les céréales produites dans l'Est canadien sont restées sur les champs jusqu'à la fin de novembre et des milliers d'acres n'ont pas été moissonnés du tout.

A ceux qui peuvent croire que le gouvernement canadien donne plus de subventions aux agriculteurs qu'il ne faudrait, il faudrait rappeler que depuis huit ans, la Grande-Bretagne a dépensé en moyenne 260 millions de livres sterling par année et, par suite de conditions particulières en 1961, elle a dépensé plus de 339 millions de dollars sterling, pour aider l'agriculture. Il y a lieu de se rappeler aussi que la même chose se fait dans un pays dont la proportion agricole de sa population est inférieure à la nôtre. Fait intéressant à noter également, la plus large part de cet argent est versée aux termes d'un programme de paiements d'appoint.

Il peut être difficile de définir exactement ce qu'est une ferme familiale. Ce n'est pas simplement une question d'étendue. C'est une unité agricole qui appartient à une famille et qui est exploitée par elle. C'est la charnière de toute notre économie rurale. Une population agricole heureuse et satisfaisante est l'un des plus grands éléments stabilisateurs d'un pays.

Si l'agriculture était prospère, l'ensemble des fermes pourrait constituer au sein d'une économie bien équilibrée, l'un des

marchés les plus attrayants au pays. Pour prouver cet avancé, on n'a qu'à comparer les biens et l'outillage que doit posséder une famille vivant sur une ferme à ceux que possède une famille semblable en ville.

Nous devons toujours nous rappeler que les deux principaux atouts du Canada sont ses habitants et le sol d'où proviennent des produits de toutes sortes. A mon avis, l'homme qui cultive sa terre pendant toute sa vie et qui la quitte plus riche qu'elle ne l'était à son arrivée contribue davantage à l'avenir du Canada que l'homme, ou le groupe d'hommes, qui ont exploité l'une de nos richesses naturelles et y ont fait fortune après en avoir épuisé toutes les ressources.

Je voudrais maintenant parler du problème le plus grave, à mon sens, auquel doit faire face l'agriculture canadienne et je pense à la situation actuelle de l'industrie laitière.

Pour saisir l'importance de l'industrie laitière par rapport à l'agriculture et à l'ensemble du Canada, il y a lieu de noter qu'en 1960, d'après le Bureau fédéral de la statistique, la valeur globale des produits laitiers s'est élevée à 518.9 millions, soit 18.1 p. 100 du total du revenu agricole en espèces. Ce chiffre ne comprend pas les ventes de viande de bœufs et de veau provenant des bovins laitiers qui représentent à elles seules un montant très élevé.

Il convient, je crois, d'établir une certaine comparaison avec le total du revenu en espèces provenant des ventes de blé et des céréales secondaires au Canada qui se sont chiffrées par 684.1 millions. Je le fais afin de souligner l'importance de l'industrie laitière par rapport à l'ensemble de notre économie agricole.

Durant l'année financière 1958, soit la dernière à l'égard de laquelle je possède des chiffres précis, on remarque que le lait utilisé pour la fabrication du beurre, ainsi que le lait vendu sous forme de lait nature représente 75 p. 100 de la quantité globale de lait produite au Canada. Par conséquent, tout programme élaboré par le gouvernement en vue de remédier aux difficultés qu'éprouve actuellement l'industrie laitière devra porter sur ces deux produits.

La raison principale qui devrait inciter le gouvernement à accorder une assistance spéciale à l'industrie laitière, c'est que cette industrie a une portée nationale et qu'elle revêt une grande importance dans toutes les provinces canadiennes; à moins qu'on ne puisse trouver une bonne méthode pour disposer de cette aide, une débâcle au sein de cette industrie pourrait enlever leur gagne-pain à plusieurs personnes dans toutes les régions du Canada, et éventuellement, toute l'économie pourrait s'en ressentir; puisque cette industrie rapporte plus d'un milliard de